

www.reriss.org

Numéro 04

REVUE D'ETUDES ET DE RECHERCHES INTERDISCIPLINAIRES EN SCIENCES SOCIALES



ISSN: 2788 - 275x

Décembre 2021

ORGANISATION

Directeur de publication

Monsieur BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Directeurs de la rédaction

Monsieur TOH Alain, Maître de Conférences de Sociologie du Développement rural, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur DJE Bi Tchan Guillaume, Maître de Conférences de Psychologie génétique différentielle, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Secrétariat de rédaction

Monsieur SEHI Bi Tra Jamal, Maître de Conférences de Sociologie du Développement Economique et Social, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

KOFFI-DIDIA Adjoba Marthe, Maître de Conférences de Géographie rurale, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Monsieur BAH Mahier Jules Michel, Maître-Assistant de Sociologie du Politique, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Mademoiselle N'CHOT Apo Julie, Maître-Assistant de Sociologie de la Famille et de l'Education, Université Félix Houphouët-Boigny (Abidjan-Côte d'Ivoire)

Madame KOUAME Solange, Maître-Assistant (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Comité Scientifique

Monsieur AKA Adou, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur AKA Kouamé, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ASKA Kouadio, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur ATTA Koffi Lazare, Directeur de recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BAH Henry, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales TSSN- 2788-275Y

Monsieur BANEGAS Richard, Professeur Titulaire (Institut d'Etudes Politiques, Paris, France)

Monsieur BIAKA Zasséli Ignace, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur BOA Thiémélé Ramsès, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur CHAUVEAU Jean Pierre, Directeur de Recherches (IRD, Montpellier, France)

Monsieur DAYORO Z. A. Kévin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DEDY Séri Faustin, Maître de Recherches (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DOZON Jean Pierre, Directeur de Recherches (EHSS, Marseille, France)

Monsieur EZOUA C. Tierry A., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur GOGBE Téré, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur HAUHOUOT Célestin, Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidian, RCI)

Monsieur IBO Guéhi Ionas, Directeur de Recherches (Université Nangui Abrogoua, Abidjan, RCI)

Madame KOFFIE-BIKPO Céline Yolande. Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONE Issiaka, Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUADIO Guessan, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU N'Guessan F., Professeur Titulaire (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUASSI N'goran F., Directeur de Recherches (Université Alassane Ouattara, Bouaké, RCI)

Monsieur KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire (Ecole Normale Supérieure, Abidjan, RCI)

Monsieur N'DOUBA Boroba F., Professeur Titulaire (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur TRA Fulbert, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales ISSN: 2708-275X

Comité de lecture

Monsieur ADJA Vanga Ferdinand, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Monsieur AGNISSAN Aubin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur DIGBO Gogui Albert, Maître-Assistant (Université Jean Lorougnon Guédé, Daloa, RCI)

Monsieur KEI Mathias, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KONIN Sévérin, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUAKOU Ossei, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur KOUDOU Landry Roland, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Madame LODUGNON-Kalou Evelyne (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NASSA Dabié Axel, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur NKELZOK KOMTSINDI Valère, Professeur Titulaire (Université de Douala, Douala, Cameroun)

Monsieur OTEME Appolos Christophe, Maître de Conférences (Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan, RCI)

Monsieur OUAKOUBO Gnabro, Professeur Titulaire (Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo, RCI)

Madame PIRON Florence, Professeur Titulaire (Université Laval, Montréal, Canada)

Monsieur YOMB Jacques, Maître de Conférences (Université de Douala, Douala, Cameroun)



SOMMAIRE

BAHA Bi Youzan Daniel

Politisation des organes électoraux et recrudescence des crises électorales en Côte d'Ivoire
BAH Mahier Jules Michel1
Répercussions psychosociales des décès des enfants drépanocytaires sur leurs parents, COULIBALY Zoumana, SYLLA Moustapha et DROH Antoine17
Influence des facteurs socio-économiques sur la consommation du poisson d'élevage par les ménages en Côte d'Ivoire : Cas des districts d'Abidjan et des Lagunes YE Sata, BERTE Siaka et KOUTOU N'guessan Claude28
Logiques endogènes des femmes piscicultrices de Daloa face aux approches d'une aquaculture durable et résiliente: aquaculture intégrée, agroécologie: Etude exploratoire, YE Sata, CAMARA Brahima et SORHO Fatogoma43
Productions idéologiques liées à l'engagement des femmes dans l'armée ivoirienne : une analyse sociologique des logiques d'acteurs à Abidjan KRAMO Jean Richard Konan, TOH Alain et TOGBE Taih Dominique54
Logiques de pratique des activités physiques et sportives à la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA) BINI Koffi Roland
Economie minière et crise du lien social dans les localités de la région aurifère de Divo (Côte d'Ivoire) KOUAME Koffi Siril et NIAMKE Jean Louis82
Dynamisation des systèmes de santé en Côte d'Ivoire et usages des TIC : étude du cas du dossier patient informatisé (DPI) au Centre Hospitalier Régional de Bouaflé, OURAGA Basseri Jean-Claude, VONAN Amangoua Pierre Claver et N'CHOT Apo Julie
Déterminants sociaux de la faible fréquentation des ouvrages hydrauliques en milieu rural ivoirien : cas des populations de M'bonoua dans la sous-préfecture d'Anyama KOUAME Ettien Lydie Josia112



Société civile et développement durable en côte d'ivoire. Les limites d'une participation au contrôle citoyen de l'action publique
Gnangon Georgette BROU120
De la validité des instruments d'évaluation des stagiaires en situations de crise : cas de la certification des élèves-professeurs d'allemand de l'école normale supérieure de Koudougou OUEDRAOGO Léa136
Problématique de l'encadrement en stage des étudiants infirmiers et sage-femmes dans les districts sanitaires d'Abidjan Côte d'Ivoire Touali ZOULO149
Profil des enseignants de l'EFTP: Quelle identité professionnelle, pour quelle formation? BONKOUNGOU Nikiéma Haoua165
Echec des politiques publiques de développement : Cas de l'aménagement hydroélectrique de Taabo NIKEBIE Kouassi Clair Stéphane
Recette journalière, niveau de stress et agressivité chez des conducteurs de minicars dans le District d'Abidjan YEBOUA Kossia Sonia197

Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales

PREFACE

La Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales vient apporter une réponse à une multitude d'interrogations des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs de l'Unité de Formation et de Recherche des Sciences de l'Homme et de la Société (UFR-SHS) d'une part, et des étudiants de Master et de Doctorat d'autre part. Quatre raisons fondamentales justifient a priori ces interrogations et cette naissance.

- La première est que toute Université ou institution d'enseignement supérieur ne vaut que par la puissance de ses recherches et des résultats de celles-ci. Les colloques, les Séminaires, les journées scientifiques, les symposiums, les tables rondes ou tout autre meeting d'intérêt scientifique, à caractère national et ou international, doivent y contribuer.
- La deuxième est que les résultats et/ou les produits des travaux de recherche doivent être publiés pour être connus dans le monde scientifique. Telle doit être la vision ou l'ambition de tout chercheur. Telle est aussi la mission de toute revue scientifique de qualité.
- La troisième est que la recherche supporte l'enseignement et en assure la qualité et la pérennité. La recherche assure la renommée de l'Université sur le plan international. Cela est d'autant plus vrai que le Professeur HAUHOUOT Asseypo, ancien Président de l'Université de Cocody écrivait dans la préface de la première Edition 2000 de l'Annuaire de la Recherche ceci: « par sa dynamique holistique, la recherche apparaît comme le meilleur garant de l'avenir et de la solidarité qu'il n'est même pas exagéré de dire que toutes les autres activités tiennent d'elle leur légitimité. » La revue constitue indiscutablement en la matière le support idéal.
- La quatrième raison est que la promotion des Chercheurs et des Enseignants-Chercheurs. leur épanouissement scientifique, pédagogique et leurs profils de carrière dans les différents grades du CAMES passent inévitablement et nécessairement par les publications dans des revues de référence.

En rapport avec ces quatre raisons, il est à constater que depuis la fin des années 1980, l'éclatement de l'ancienne Faculté des Lettres Arts et Sciences Humaines en quatre UFR a consacré la disparition des Cahiers de la Faculté et des Annales de l'Université. L'UFR-SHS qui compte onze départements, dont six filières d'enseignement, trois Instituts et deux Centres de Recherche, ne dispose plus de revue à sa dimension. Il est bon de rappeler à juste titre que l'UFR-SHS est la plus grande de par ses effectifs d'étudiants (15 700), de Chercheurs et d'Enseignants-Chercheurs (500 environ) et de personnels administratifs et techniques « PAT » (100 environ).

S'il est vrai que chaque département fait l'effort de se doter d'une ou de deux revues caractérisées généralement par des parutions intermittentes ou irrégulières, à défaut de disparaître purement et simplement faute de moyen, il n'en demeure pas moins que cela est largement en deçà des attentes.

Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales

Il va sans dire que la plupart des Chercheurs et Enseignants-Chercheurs s'adressent à des revues étrangères en Afrique, en Europe et/ou en Amérique pour publier leurs travaux avec des fortunes diverses (rejets d'articles, retard des publications et longues attentes etc.).

C'est donc pour résoudre un tant soit peu ces problèmes que les équipes de recherche, les Conseils de département et le Conseil d'UFR-SHS ont suggéré la création de deux revues scientifiques à l'UFR.

La première sera destinée aux publications des travaux de recherche en sciences sociales et humaines. La deuxième revue publiera, outre les résultats des recherches en sciences sociales, les communications des spécialistes d'autres disciplines scientifiques (sciences médicales, juridiques, économiques, agronomiques, etc.).

Cela devra résoudre ainsi les problèmes d'interdisciplinarité et pluridisciplinarité dans la mesure où les sciences sociales sont des sciences transversales au carrefour de toutes les disciplines.

Pour ce faire, la périodicité à terme est de deux parutions annuelles, c'est-à-dire une parution semestrielle pour chaque revue.

En ce qui concerne particulièrement la Revue d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (RERISS), l'on devra admettre des numéros spéciaux et des parutions exceptionnelles selon les intérêts et les enjeux du moment.

Il pourra, par exemple, s'agir des numéros spéciaux consacrés aux travaux d'étudiants (Doctorants et Masterants), des actes de colloques et séminaires, des études de projets d'intérêt scientifique avec des partenaires extérieurs, ainsi que de toute autre initiative pouvant aboutir à une mise en commun des travaux issus de plusieurs spécialités et sujets dans divers domaines de la recherche scientifique.

C'est l'exemple de ce tout premier numéro RERISS qui sera mis à la disposition du public en vue de bénéficier des critiques et observations de la communauté Scientifique pour une réelle amélioration.

Toutefois l'accent doit être mis (et ce serait l'idéal) sur les parutions thématiques semestrielles en rapport avec l'actualité du moment.

Si ce principe est acquis, l'on doit s'atteler à préserver ou à sauvegarder la pérennité de la revue et à assurer sa pleine promotion sur le long terme. Cette promotion et cette pérennisation doivent se faire grâce à la mobilisation et la détermination de l'ensemble des animateurs de la revue tous les grades universitaires confondus.

L'on doit ensuite s'atteler à régler la fameuse question de financement qui bloque généralement tout projet de cette nature. En effet la pérennisation et le rayonnement d'une revue de référence dépendent aussi et surtout de ses moyens financiers. Pour éviter une existence éphémère à la RERISS, il est souhaitable que les responsables de la Revue fassent d'abord un minimum de sacrifice par des cotisations à un montant supportable. Ensuite, tous les responsables et animateurs doivent souscrire à un abonnement obligatoire, ce qui signifie : à chacun son exemplaire (à un coût qui sera fixé d'un commun accord). Enfin, tous

les auteurs sans exception, désireux de publier doivent contribuer à une hauteur financièrement supportable aux frais d'édition de leurs travaux.

Telles sont les suggestions susceptibles d'aider les animateurs de cette revue à assurer un minimum de garantie pour sa survie.

Par notre volonté commune et notre détermination, ce projet peut devenir une réalité pour le bonheur des initiateurs, en particulier des Chercheurs et Enseignants-chercheurs de l'UFR.

Pour terminer, je tiens à remercier tous ceux qui œuvrent inlassablement chaque jour de façon désintéressée afin que ce qui était naguère un rêve devienne une réalité. Il s'agit en premier lieu de tous les membres du Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales, qui constituent plus qu'une équipe de recherche, un esprit à nul autre pareil.

Il s'agit ensuite de tous les Chercheurs et Enseignants-chercheurs, membres des différents comités (Comité scientifique, Comité de lecture, Comité de rédaction, etc.).

Il s'agit encore de la Direction des Editions Universitaires de Côte d'Ivoire (EDUCI).

Il s'agit enfin des membres fondateurs de la RERISS, garants moraux et scientifiques de la survie de cette œuvre commune.

Merci à vous tous.

Vive la recherche à l'UFR-SHS et longue vie à la revue RERISS.

Professeur BAHA BI Youzan Daniel Directeur de Publication RERISS

PRODUCTIONS IDEOLOGIQUES LIEES A L'ENGAGEMENT DES FEMMES DANS L'ARMEE IVOIRIENNE : UNE ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES LOGIQUES D'ACTEURS A ABIDIAN

KRAMO Jean Richard Konan, doctorant au Département de Sociologie Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) <u>richardkramo7@gmail.com</u>

TOH Alain, Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire) <u>alain.toh.1@gmail.com</u>

TOGBE Taih Dominique, Département de Sociologie Laboratoire d'Etudes et de Recherches Interdisciplinaires en Sciences Sociales (LERISS) Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte d'Ivoire)

Résumé:

La problématique de l'intégration des femmes dans l'armée ne doit pas seulement représenter un enjeu politique ou social mais bien plus, une volonté d'apporter à l'armée un ensemble de compétences féminines dans la réalisation de ces objectifs opérationnels et stratégiques. Cela passe donc par une analyse holistique de la question afin qu'elle cadre avec la volonté de sa professionnalisation. Cependant, la réalité entre une volonté politique manifeste par la prise de mesures et l'intention d'engagement de cette frange de la population au sein de l'institution militaire semble contraster avec les discours.

Le présent article se propose ainsi de montrer l'impact des productions idéologiques associées à l'armée ivoirienne sur les intentions d'engagement des jeunes femmes dans le District Autonome d'Abidjan. La méthodologie convoquée, mobilise une approche qualitative pour la collecte des données de terrain associant la recherche documentaire, les observations directes et des entretiens semi-directifs auprès de 50 enquêtées. Le recours à la dialectique nous a permis de rendre compte dans toute sa complexité de l'interaction entre les productions idéologiques et l'intention d'engagement chez les jeunes filles.

Les résultats de nos investigations laissent apparaître que les incohérences de l'institution militaire avec les remous sociaux dans lesquels elle est impliquée, et qui la dévalorise, participent à construire des productions idéologiques associées à l'armée chez les jeunes filles du District Autonome d'Abidjan. Lesquelles productions idéologiques vont structurer leur rapport à l'armée et influencer l'intention d'engagement au sein de l'appareil militaire.

Mots-clés: Productions idéologiques, engagement, armée, système de valeurs, contradictions

Abstract

The issue of integrating women into the army should not only represent a political or social issue but much more, a desire to provide the army with a set of female skills in achieving these operational and strategic objectives. This therefore requires a holistic analysis of the issue so that it fits with the desire for its professionalization. However, the reality between a political will manifested by the taking of measures and the intention to engage this segment of the population within the military institution seems to contrast with the rhetoric.

This article thus proposes to show the impact of the ideological productions associated with the Ivorian army on the engagement intentions of young women in the Autonomous District of Abidjan. The methodology called for mobilizes a qualitative approach for the collection of field data combining documentary research, direct observations and semi-structured interviews with 50 respondents. The use of dialectics has enabled us to capture in all its complexity the interplay between ideological productions and intention to engage in young girls.

The results of our investigations show that the inconsistencies of the military institution with the social turmoil in which it is involved, and which devalues it, participate in building ideological productions associated with the army among the young girls of the Autonomous District of Abidjan. Which ideological productions will structure their relationship with the army and influence the intention of engagement within the military apparatus.

Keywords: Ideological productions, engagement, army, value system, contradictions

Introduction

Depuis plusieurs décennies, l'Afrique s'attache à surmonter de nombreux défis. Des mutations profondes, mais contrastées sont engagées. On constate de plus en plus aujourd'hui, une tendance à mettre en avant les perspectives positives du développement du continent. De manière générale, les pays d'Afrique subsaharienne connaissent une croissance économique. Mais, les faiblesses, les vulnérabilités, les fragilités héritées de son histoire sont encore loin d'être surmontées (Gazibo, 2010). L'écart entre les promesses d'un mieux-être espéré et la réalité sociale ne semblent pas se rapprocher. Cette partie du monde reste marquée par une structure économique faiblement diversifiée. Dans la quasi-totalité des pays concernés, l'agriculture et le secteur informel dominent le tissu économique; l'agriculture restant la principale source d'activité et de revenus pour la majorité des ménages. L'état de précarisation et de fragilisation qui a atteint toutes les couches sociales a pour effet une certaine frustration renforcée par un sentiment d'exclusion du marché du travail qui se ressent plus au niveau de la jeunesse (Diro, 2008). Les forts taux de croissance affichés ne se traduisent pas par la création d'emplois suffisants et décents surtout pour ces jeunes que Yao Assogba (2011) qualifie de forces sociales émergentes qui constituent à la fois le reflet du présent et du devenir des sociétés. Cette jeunesse fait face à un double enjeu, à savoir son intégration au système social du moment d'une part et, d'autre part, la détermination de sa place en tant que catégorie sociale, dans la construction de la société d'aujourd'hui et de demain. L'emploi s'impose donc sans contexte comme un déterminant fondamental d'un bienêtre et d'un développement individuel, mais aussi un indicateur du développement économique et social (OIT, 2012). A contrario, en l'absence d'autres perspectives, le manque d'emplois est source de nombreux problèmes sociaux et se présente comme le point commun dans la plus part des crises et mouvements de protestation sur la scène internationale¹.

Dès lors, l'impératif catégorique auquel doivent répondre les économies développées ou en développement est indubitablement celui de relever le défi de créer des emplois décents et durables pour le grand nombre de jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

En effet, la problématique de l'emploi des jeunes constitue l'une des préoccupations majeures. Cette réalité complexe n'épargne d'ailleurs aucune nation dans le monde y compris la Côte d'Ivoire.

Dans notre pays, l'optimisme des jeunes en l'avenir évoqué dans l'enquête de Singly (2008), semble s'envolé pour faire place à un pessimisme qui ne dit pas son nom. Le tableau n'est pas reluisant. Les raisons évoquées sont multiples, et elles tiennent aux orientations politiques, aux choix économiques des gouvernants (Gharbi, 2015) à la détérioration du climat sociopolitique principalement avec les nombreux conflits ouverts, l'accroissement démographique dont l'une des conséquences est l'incapacité du marché à absorber les vagues successives de diplômés qui sortent chaque année du système éducatif². Cette faiblesse de ce taux d'absorption est révélatrice de l'important déficit d'emplois en faveur des jeunes. L'inadéquation de la formation aux nouvelles exigences de ce marché, vient s'ajouter à une liste non exhaustive des facteurs qui décuplent cette réalité de l'emploi. Pour répondre à cette préoccupation, de nombreuses initiatives et programmes ont été mis en œuvre en vue d'encourager à l'emploi ou l'auto-emploi. Même si l'on peut constater et apprécier à leurs justes valeurs ses efforts qui ont été fait avec des progrès notables, malheureusement, cela semble ne pas résorber de facon considérable cette question.

En outre, cette jeunesse ne forme pas un groupe homogène et ses perspectives d'emploi varient en fonction de plusieurs facteurs (région, sexe, niveau d'instruction etc...). Les offres en termes d'emploi obéissent aussi à une logique sexo-spécifique.

La catégorie sociale la plus touchée par ce phénomène demeure la jeunesse féminine. Même si leur proportion sur le marché du travail a augmenté de façon constante au cours de ces dernières décennies dans la dynamique des luttes

Numéro 4/ Décembre 2021/

¹ Rapport de la commission coopération et développement sur *l'emploi des jeunes dans l'espace francophone africain* présenté par M. Youssef GHARBI, député Marocain lors de l'assemblée parlementaire de la francophonie à Berne en suisse

² A titre illustratif, le marché de l'emploi en Afrique absorbe à peine 10% des 17 millions de jeunes actifs qui arrivent chaque année sur le marché de l'emploi

féministes, la différence entre les taux de participation des hommes et des femmes au marché du travail reste importante. Cette situation pose la problématique des inégalités sociales liées au genre dont les institutions internationales à l'image de l'Organisation des Nations Unies, ont fait leur cheval de bataille à travers l'approche genre. Dans le lit de cette réalité, l'institution militaire à laquelle l'ensemble des décideurs et les citoyens reconnaissent un rôle important dans la construction d'un Etat de droit (Klen, 2010).

Pour mémoire, l'armée est une organisation composée d'acteurs militaires liés entre eux par des hiérarchies et disposant d'une organisation stable, des infrastructures dédiées aux activités militaires et un système de valeurs qui la particularise en vue d'atteindre un objectif commun qui selon l'idéal type wébérien des armées renvoie, alors, à des organisations caractérisées par des missions et des objectifs à savoir : la défense de l'indépendance et de l'intégrité du territoire (Hugon & Ango, 2018). A ce titre, pour l'exécution de ses missions régaliennes, elle procède à des recrutements au sein de la population en âge de postuler.

Pour répondre à cet impératif sociétal, les politiques ont pris de nombreuses mesures pour faciliter l'intégration de la gent féminine au sein de l'institution militaire. Mais force est de constater une forte réticence de cette catégorie sociale vis à vis du métier militaire eu égard à leur faible affluence lors des tests et concours de recrutement. C'est cette réticence qui pourrait tirer son fondement des productions idéologiques associées à l'armée que nous voulons interroger.

Notre contribution vise à analyser certains des multiples ressorts de cette problématique dans un contexte post crise politico-militaire.

Aussi, plusieurs questions nous interpellent :

- Quel système de valeurs porte l'armée ivoirienne ?
- Quelles sont les contradictions entre le système de valeurs militaires et le rôle de l'armée ivoirienne dans les crises successives qui ont secoué la Côte d'Ivoire ?
- Quelle perception les jeunes filles ivoiriennes ont de l'armée et son impact sur leur intention d'engagement ?

I- METHODOLOGIE

Au plan méthodologique, nous avons privilégié l'approche qualitative pour la collecte des données de terrain. Nous avons eu recours à la recherche documentaire, aux observations directes et des entretiens semi-directifs comme outils de collecte.

Aussi, pour bien mener notre analyse empirique, cela a impliqué l'utilisation de la méthode dialectique. Cette méthode prend en compte le fait que toute situation d'interdépendance ou d'interaction est liée à un contexte social et institutionnel donné. C'est donc, l'outil qui nous permet de répondre singulièrement à la question "comment". Le recours à la dialectique vise donc à rendre compte dans toute sa



complexité de l'interaction entre les productions idéologiques et l'intention d'engagement chez les jeunes filles.

Le cadre de référence théorique de cette étude s'appuie sur deux théories fondamentalement complémentaires qui sont d'abord, la théorie des représentations sociales de Moscovici qui nous permet de comprendre le processus de construction des productions idéologiques associées à l'armée au niveau des jeunes filles (la perception sociale de l'armée). Ensuite, la théorie du choix rationnel de Boudon avec laquelle nous essayerons de montrer que la qualité des perceptions associées à l'armée définit les rapports que les femmes vont entretenir avec cette institution. Singulièrement sur leur intention d'engagement.

Pour mieux cerner la réalité que nous interrogeons, nous avons circonscrit le champ de cette étude au district autonome d'Abidjan plus précisément dans les dix communes qui la compose.

Notre population cible ce sont les jeunes filles dont l'âge varie entre 18 - 25 ans qui sont les premières bénéficiaires et les mères de familles.

Dans ce travail, la technique d'échantillonnage probabiliste est celle que nous avons employée en choisissant au hasard 50 jeunes filles que nous avons interrogées.

A l'issue de cette délimitation méthodologique, viennent les résultats obtenus lors de notre étude. Ces résultats sont de trois ordres : l'analyse du système de valeurs militaires ; les contradictions entre le système de valeurs militaires et le rôle de l'armée ivoirienne dans les crises successives qui ont secoué la Côte d'Ivoire ; la perception de l'armée par les jeunes filles ivoiriennes et son impact sur leur intention d'engagement.

II- RESULTATS

II-1. De l'Analyse du système de valeurs militaires

Institution au formalisme hiérarchique fort, réclamant discipline, obéissance et respect des ordres donnés, l'armée est un symbole de souveraineté. Fort de cela, elle hérite d'un ensemble de valeurs admises comme un cadre commun qui guide ses actions au combat3 et tournent autour des concepts « honneur et patrie ». Ce système de valeurs confère ainsi aux soldats des prédispositions à la bravoure, au sacrifice de sa personne et au patriotisme. Dans le cadre du lien armée-société une telle éthique est importante pour établir et entretenir des forces armées professionnelles qui imprégnée de ces valeurs font allégeance à la nation.

³ L'armée est par essence combattante.

De ce qui précède, on comprend que l'armée ivoirienne est supposée du moins, selon l'article premier du code de la fonction militaire de Côte d'Ivoire, porter ces mêmes valeurs :

« Les Forces Armées sont au service de la Nation. Leur mission est de préparer et d'assurer par la force des armes, la défense de la patrie, le maintien de l'ordre, l'exécution des lois et de participer aux actions en faveur de la paix et du droit international. L'état militaire exige, en toutes circonstances, discipline, disponibilité, loyauté, intégrité, neutralité et esprit de sacrifice, pouvant aller jusqu'au sacrifice suprême. Les devoirs qu'il comporte et les sujétions qu'il implique méritent le respect des citoyens et la considération de la Nation ».

Ainsi, l'identité militaire est d'abord cimentée par la mission des armées qui est d'assurer par la force des armes la défense de la patrie et les intérêts supérieurs de la nation. Cette identité ancrée dans l'histoire, est le fruit des spécificités militaires et elle prend sa dimension. A partir de ce moment-là, la spécificité militaire invite alors à rapporter la problématique de la reconnaissance de l'individu4 à la nature de l'institution.

De fait, le système de valeurs qu'entretient l'armée devrait participer fortement à réduire le fossé culturel et normatif entre elle et les autres groupes sociaux en créant ainsi un lien social. Selon Malanda (2013), l'armée est l'émanation la plus pure de la patrie et son armature est un élément de force morale et d'abnégation. Cette spécificité se traduit par des référents éthiques.

Au regard de ce qui précède, peut-on alors soutenir que la nature de l'armée ivoirienne lui permet d'être en phase avec ce système de valeurs pour lesquels, la Nation lui doit respect et considération.

II-2. Les contradictions entre le système de valeurs militaires et le rôle de l'armée ivoirienne dans les crises successives qui ont secoué la Côte d'Ivoire

La période de 1980 à 1990 a été marquée par une profonde crise économique, caractérisée par une crise de l'endettement et une baisse drastique de la croissance annuelle du PIB réel. Cet indicateur a chuté à un niveau en moyenne inférieur à 1% contre 7% dans les années 1970. Ce contexte a significativement fragilisé l'élan national vers une cohésion sociale accrue, surtout avec l'avènement du multipartisme qui va faire partie intégrante du processus démocratique. Il a un sens qui s'est construit au fil de l'histoire : il s'agit de permettre l'expression souvent contradictoire, voire antagoniste de courants d'idées qui recouvrent des choix de société. Après trente ans de culture de parti unique, la Côte d'Ivoire touchée par ce vent démocratique éprouve des difficultés à intégrer la notion de multipartisme, car elle amorçait ainsi calmement une évolution qui avait besoin de temps. A cette dynamique difficilement maitrisée se greffe la revendication traditionnelle des terres forestières

_

⁴ Il s'agit ici du militaire.

confisquées par l'administration coloniale, et faisant partie depuis 1978 du domaine forestier permanent de l'Etat, en plus des conflits fonciers opposant les autochtones des régions forestières aux migrants allochtones et allogènes.

En effet, si l'on reprend le postulat de Raymond Aron selon lequel : « l'espace est considéré comme cadre par la géographie politique, comme enjeu par la géopolitique, et comme théâtre par la géostratégie », l'on peut soutenir sans se tromper que la Côte d'Ivoire apparaît comme un véritable cas d'école.

Ainsi, dans cette crise, ces conflits trouveront un écho favorable dans la récupération politicienne, qui va s'en servir comme instrument politique de conquête du pouvoir avec l'armée en tant qu'instrument de pression et de répression au premier plan avec leur cortège de désolation. Ces facteurs alimenteront les épisodes de crises sociopolitiques de la décennie 2000. Cette institution, naguère instrument de régulation sociale, se retrouve en tant qu'acteur majeur des crises qui n'ont cessé de secouer le pays, dans la logique de sa politisation progressive. Elle est de plus en plus partie prenante dans les luttes politiques inhérentes aux processus de construction de la nation. Et échappe difficilement au clientélisme, à la lutte des factions politiques et aux tensions inter-ethniques qui naissent de ces luttes.

Depuis lors, et plus spécifiquement depuis l'élection présidentielle conflictuelle de novembre 2010, la Côte d'Ivoire tente de retrouver difficilement un équilibre social après les douloureux évènements intervenus avec une armée plus que jamais divisée.

Comme nous pouvons le constater, il existe dans le cadre de la Côte d'Ivoire, manifestement un fossé de contradictions entre les valeurs que l'armée ivoirienne porte en théorie et la réalité sociale au regard de son rôle dans les conflits politico-militaires à répétition et leurs lourdes conséquences sur les populations.

II-3. Perception sociale du métier militaire et intention d'engagement

II-3-2. Perception sociale du métier militaire par les jeunes filles

La perception se prend en deux sens. L'un caractérise généralement la relation d'un être vivant au milieu dans lequel il se trouve. Elle se manifeste par des réactions observables révélant l'aptitude d'un vivant à capter diverses impressions. L'autre désigne la conscience que nous avons d'un objet dont nous éprouvons la présence et qui à la fin, influence l'intention d'un individu.

Dans le contexte ivoirien, pays qui aspire au respect de l'égalité du genre à l'émergence 2020 avec une institution militaire qui fut un acteur majeur des crises politico-militaires passées ; saisir la perception sociale du métier militaire et les intentions d'engagement de la gent féminine revient tout d'abord à cerner l'attitude, la perception sociale à l'égard de l'armée et la volonté de s'y engager sous la foi du serment militaire.

En effet, en nous appuyant sur l'analyse de l'attitude et de la représentation à l'égard de l'armée, nous allons cerner la perception sociale dominante de l'institution militaire en Côte d'Ivoire par les jeunes filles. Ainsi, sur une liste de mots présentée aux jeunes filles interrogées, nous leur avons demandé si chacun de ces derniers leur semblait proche ou éloigné du mot « armée ». Nous avons obtenu les résultats suivants :

Tableau n°1: Association d'une liste de mots avec le mot « armée »

	Proche	Eloigné	NR	Total
Développement	20,6	78,4	1	50
Hors la loi	77,9	18,6	3,5	50
Protection	27,4	70,2	2,4	50
Danger	80,5	17,5	2	50
Courage	35,2	63,5	1,3	50
Emploi	49,5	47,2	3,3	50
Discipline	39,4	60,1	0,5	50
Privilège	49,2	48,5	2,3	50
dévouement	29,5	69,4	1,1	50
Mort	85,7	12,3	2	50
Politisée	62,9	34,3	2,8	50
Brutalité	80,3	18,1	1,6	50
Coup d'état	76,7	22	1,3	50

Source: Notre enquête, 2018.

Sur les treize mots présentés à nos enquêtées, dix d'entre elles ont eu un grand suffrage. Les mots : « *Hors la loi* », « *danger* », « *mort* », « *brutalité* » et « *coup d'Etat* » semblent à une majorité d'enquêtés proches du mot ''armée'' avec des scores variant entre 76,7% et 85,7%.

A l'inverse, six mots : « développement », « protection », « dévouement », « courage », « discipline » et « éducation » ne remportent pas. Quant au mot " emploi" et "privilège", les avis des enquêtés semblent partagés avec des scores qui s'équilibrent presque soit respectivement 49,5% et 49,2% qui disent être proche du mot "armée" contre 47,2% et 48,5% qui s'en éloignent.

Le premier constat qui se dégage de ce score est que sur les cinq mots : le "Hors la loi", le "danger", la "mort", la "brutalité" et le "coup d'Etat" qui semblent à une majorité d'enquêtés proches du mot ''armée", ont tous une connotation négative.

Le second constat qui s'en dégage est que les six mots qui semblent à une majorité d'enquêtés éloignés du mot "armée" ont une connotation positive, le "développement", le "courage", la "protection", le "dévouement," la "discipline" et l'"éducation". Or, se sont ces mots qui caractérisent le système de valeurs de l'institution militaire et font d'elle une institution hors du commun. En outre, ces valeurs prédisposent les militaires à la solidarité, à l'abnégation, au don de soi, au sens du service public et l'amour de la patrie.

Le troisième constat qui se dégage est la moyenne association des mots : "emploi" et "privilège" à l'image de l'armée dans l'esprit des enquêtées alors qu'ils constituent des éléments qui guident au choix d'un métier. A travers donc ces constats, l'institution militaire n'est pas bien vue pour une majorité d'enquêtées. Même, si elle apparaît partiellement à leurs yeux comme un emploi faisant bénéficier de privilèges. Il semble que ce soit plus à cause de sa capacité de recrutement dans un contexte de chômage et de fragilisation de l'emploi. Sinon de par son utilité fonctionnelle, elle ne jouit pas d'une bonne image auprès de la jeune fille. Pendant que certaines la considèrent comme source d'insécurité et de désordre, d'autres la voient comme un élément aux antipodes de l'émergence du pays.

Ainsi, le militaire est banalisé dans une société ivoirienne où la population comprend de moins en moins le comportement et le rôle réel de son armée dans un pays en pleine mutation qui se veut un Etat de droit. Cette appréciation des enquêtées nous paraît objective et dénudée de jugement de valeur quant à son importance critique dans la mesure où le contexte sociopolitique qui précède notre enquête a laissé des stigmates au sein de la population ivoirienne. Il va s'en dire que si la société ivoirienne se porte bien, l'armée se portera aussi mieux et vice versa. Elles constituent des baromètres réciproques (Konadjé, 2013).

C'est donc à juste raison qu'elle est tancée de dangereuse, et justifie l'association de son image aux mots "Hors la loi", "brutalité" et "coup d'Etat". Par ailleurs, à cela s'ajoute la charge de négativité que peut renfermer le mot "armée". Car, de par sa mission l'armée doit faire la guerre. Dans ce contexte, cette mission peut lui faire côtoyer la "mort", le "danger" sans ignorer que la "brutalité" et les débordements ("Hors la loi") font intrinsèquement partie des conflits dans lesquels l'armée peut être amenée à intervenir. Le métier de militaire ne rassure donc pas d'une longévité et ne protège pas.

II-3-2. Intention d'engagement

Outre la perception sociale du métier militaire des femmes ivoiriennes, nous avons cherché à cerner leurs intentions d'engagement dans les forces armées nationales tout en déduisant leur proportion. Ces dernières apparaissent comme utiles à l'éclairage de notre problématique. Ainsi, à la question : Pensez-vous un jour devenir militaire ? Nous avons obtenu les réponses suivantes exprimées en pourcentage dans la figure ci-après.

60 59,1 59,1 27,9 10 Oui Peut être Non NR

Graphique 3: Niveau des intentions d'engagement chez les femmes

Source: Données de l'enquête, 2018.

Seulement 27,9% de jeunes filles font état d'intentions fermes et 11,5% ne rejettent pas l'idée d'exercer un jour dans l'armée, soit au total plus de 39,4% des jeunes filles interrogées qui constituent un vivier potentiel de recrutement pour l'institution militaire. Ce chiffre se rapproche des 49,5% de jeunes filles qui déclarent considérer le métier militaire comme un emploi.

Le score des intentions d'engagement des jeunes filles ivoiriennes dans l'armée, nous paraît négligeable.

III- DISCUSSIONS

La question centrale de cette étude visait donc à saisir les rapports que les jeunes filles entretiennent avec l'institution militaire à travers leurs productions idéologiques (perception) du métier ainsi que l'intention d'engagement qui en découle.

Pour Boltanski et Chiapello (1999), l'idéologie contraint autant qu'elle ne sert, et est aussi réelle que les actions qu'elle accompagne. Les productions idéologiques sont alors des systèmes d'idées, de croyances, de valeurs, de normes, de pratiques que la société génère lors des interactions. Par conséquent, les productions idéologiques sont déterminantes dans le choix des acteurs et impacter leur intention d'engagement.

Relativement à cela, le rôle ambivalent, parfois paradoxal et l'intrusion de l'armée sur le terrain politique génèrent une représentation sociale dont l'orientation de sens peut être positive ou négative car fortement déterminées par la variable productions idéologiques.

Or, l'analyse des discours des enquêtées met en évidence une mauvaise perception de l'armée. Pendant que certaines la considèrent comme partisane, imprévisible et source d'insécurité, d'autres la voient comme un acteur qui cristallise la tension sociale et un instrument de pression du politique. Ce contexte a significativement fragilisé l'élan national vers une cohésion sociale qui devait concourir à rassembler autour d'un idéal commun. Or, la nécessité d'avoir une relation armée – société forte demeure la condition impérative à une intention d'engagement qui tire sa source du rapport avec la perception de l'institution.

En somme, l'intention de s'engager dans l'armée résulte d'une trajectoire en général guidée par des productions idéologiques de la part des jeunes filles et qui se construisent suivant les expériences, les informations et la réalité sociale à laquelle elles sont confrontées dans une société ivoirienne où les rapports avec l'armée restent conflictuels.

De manière générale, le faible intérêt pour l'armée n'est que la manifestation d'un choix raisonné des jeunes filles quant à la perception qu'elles ont de l'institution militaire.

En effet, la bonne image dont bénéficie une armée auprès des populations, contribue à offrir à l'institution militaire l'assurance de son importance sociale. Les rapports entre civils et militaires dépendent ainsi de la structure de l'Etat et du régime politique et social. Ils s'enracinent souvent dans une histoire liée aux péripéties de la constitution de l'Etat-nation avec une armée pacificatrice, participant à sa manière à la paix et au développement économique et social de la nation. Contribuant ainsi à faire naitre un capital confiance avec un sentiment de citoyenneté fort.

CONCLUSION

« Lorsque l'esprit militaire abandonne un peuple, la carrière militaire cesse aussitôt d'être honorée, et les hommes de guerre tombent au dernier rang des fonctionnaires publics. On les estime peu et on ne les comprend plus ». (Tocqueville, 1840).

Au terme de notre étude, il apparait clairement que l'objectif de cet article était de montrer l'impact que les productions idéologiques associées à l'armée ivoirienne peuvent avoir sur les intentions d'engagement des jeunes femmes dans le District Autonome d'Abidjan. Au plan méthodologique, nous avons privilégié l'approche qualitative pour la collecte des données de terrain. Nous avons eu recours à la recherche documentaire, aux observations directes et des entretiens semi-directifs comme outils de collecte. Et pour bien mener notre analyse empirique, nous avons convoqué la méthode dialectique.

En somme, nos méthodes d'analyse et techniques nous ont permis d'appréhender au prisme du système de valeurs, comment les incohérences de l'institution militaire avec les remous sociaux dans lesquels elle est impliquée, et qui la dévalorise aux yeux des jeunes femmes participent à construire des productions idéologiques chez les jeunes filles du District Autonome d'Abidjan. Lesquelles productions idéologiques vont conditionner leur rapport à l'armée et influencer l'intention d'engagement au sein de l'appareil militaire.

L'intégration des femmes dans l'armée pour qu'elle soit effective, ne doit pas seulement représenter un enjeu politique ou social mais bien plus, une volonté d'apporter à l'armée un ensemble de compétences féminines dans la réalisation de ces objectifs opérationnels et stratégiques. Cela passe donc par une analyse holistique de la question afin de proposer aux femmes une offre de carrière militaire dans un environnement qui cadre avec la dynamique de sa professionnalisation. En outre ce sujet vise à comprendre l'institution militaire ivoirienne en rapport avec son système de valeurs, analyser ses transformations internes mais bien plus, il ambitionne de replacer les réalités et enjeux de l'intégration féminine au sein de nos institutions militaires au centre des débats et analyses scientifiques en vue de contribuer à leur compréhension.

Bibliographie

Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme. Edition Gallimard, Paris.*

Boudon, R. (2009). *La rationalité*. Paris cedex 14, France : Presses Universitaires de France.

Campenhoudt, L.-V., Quivy, R. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales (4e éd.)*. Paris, France : Dunod.

De Sardan, O., J-P. (1995). *La politique du terrain : sur la production des données en anthropologie*. In Les terrains de l'enquête. Editions Parenthèses, Marseille.

- Fortin, M.-F. (2010). Fondements et étapes du processus de recherche, méthodes quantitatives et qualitatives (2° éd.). Québec : Chenelière Education.
- Gazibo, M. (2010). *Introduction à la politique africaine.* Nouvelle édition, Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Hugon, P., Ango, N. E. (2018). Les armées nationales africaines depuis les indépendances : Essai de périodisation et de comparaison. Les notes de l'IRIS. France.
- Jorge Arbache, Les jeunes et l'emploi en Afrique : le potentiel, le problème, la promesse, AFRCE, Ext. 87985
- Klen, M. (2010). *La place des femmes dans les armées*. Revue Défense Nationale n°726, janvier 2010.
- Konadjé, J-J. (2013). *Côte d'Ivoire : de l'idéaltype d'une armée en construction*. Tribune, (337).
- N'da, P. (2016). Manuel de méthodologie et de rédaction de la thèse de doctorat et du mémoire de master en lettre, langues et sciences humaines.

 Paris, L'Harmattan.
- Singly, F. (2008). « Les jeunesses des mondes modernes » dans Les jeunesses face à leur avenir, Enquête internationale, Fondation pour l'Innovation Politique.
- Tocqueville, A. (1961). *De la démocratie en Amérique*, tome 1 et 2, Gallimard, coll. Folio histoire, Paris.